

Piétonnier et concertation zappée : le retour de manivelle

Durant les semaines qui ont précédé la mise en oeuvre du piétonnier, la Ville de Bruxelles a largement communiqué sur la qualité de vie et la réappropriation de l'espace public par les Bruxellois. Après bientôt deux mois de phase-test, où en est-on et que nous réserve la suite ?

Article paru dans le n° 277 de Bruxelles en Mouvement (Inter-Environnement Bruxelles)



Dans sa version estivale aux allures hybrides de plaine de jeux et d'aire de repos d'autoroute, le « plus grand piétonnier d'Europe » aura drainé, depuis fin juin, un public assez large, souvent jeune et populaire, venu profiter des activités récréatives et sportives qui ont agrémenté les premières semaines d'existence de la nouvelle attraction du centre-ville.

Depuis des semaines, médias et réseaux sociaux relaient abondamment, d'une part, l'enthousiasme, sinon l'émotion devant le spectacle de l'espace public réinvesti par les citoyens, attribuant bons points et coups de chapeau à ces

élus qui ont osé « Changer la Ville pour changer la vie ». Une révolution des mentalités est en marche : distribution de bonnets d'âne aux râleurs professionnels et autres réactionnaires aigris !

Mais les médias et les réseaux sociaux relaient tout autant, sinon plus, photos et vidéos aux allures de grosse gueule de bois (ou de lendemain de victoire des Diables rouges), sources d'interminables discussions sur la propreté et la sécurité du piétonnier.

Au-delà de ces débats enflammés, les questions de fond se fraient peu à peu un chemin qui dépasse largement la limite des 50 hectares du piétonnier lui-même...

A place to be or a place to live ?

Avant qu'il soit mis en oeuvre, plusieurs voix s'étaient élevées, notamment via la Platform Pentagone, pour mettre en garde contre son côté « attraction incontournable » et ses probables effets pervers. Plus les jours passent, plus il se confirme qu'il s'agit bien de créer « a place to be » plutôt que de développer « a place to live ». À tel point que, même dans les rangs des plus enthousiastes défenseurs des premières heures du piétonnier, on commence à se poser des questions...

Plus il y a d'événements, mieux c'est !

Il y eut d'abord les déclarations de Philippe Close sur la possible concurrence entre Bruxelles les Bains et le piétonnier : « *Je ne pense pas que cela fera double emploi. Nous avons fait le pari d'un Bruxelles qui n'arrête jamais et où il se passe tout le temps des choses. Plus il y a d'événements, mieux c'est ! L'idée, c'est qu'il y ait toujours quelque chose à faire à Bruxelles* ». C'est bien connu, « *il se passe toujours quelque chose aux Galeries Lafayette* » et les chefs de rayons de la Ville de Bruxelles ne se sentent plus. L'apothéose de cette mutation sera sans conteste l'ouverture du futur Beer Palace, à l'automne 2018. En octobre, diront les

mauvaises langues...

Zot Day

Ensuite, on nous annonça que le 16 septembre se tiendrait un nouvel événement baptisé le Zot Day, dédié aux sports extrêmes, au cours duquel les Red Bull X-Fighters et quatre pilotes de motocross freestyle décolleront à plus de 10 mètres de hauteur sur une piste de 80 mètres de longueur. Diantre ! Du motocross sur un piétonnier et sponsorisé par une marque de boisson énergisante aux propriétés contestées. La Ville n'y trouve rien à redire...

Privatisation de l'espace public et tourisme irresponsable

Par une belle journée de fin juillet, tout le quartier de la Bourse se mit à trembler pour le plus grand plaisir des festivaliers de Tomorrowland qui « profitaient de leur pass pour goûter à nos pils et à nos frites » ... qu'ils étaient les seuls à pouvoir consommer grâce à leur entrée. Ces *early birds* venus des quatre coins de la planète à grand renfort de kérosène furent même qualifiés de leaders d'opinion par Philippe Close. Voilà donc le tourisme irresponsable d'une jeunesse dorée élevé au rang d'opinion !

Et les récents contrats signés avec des tour-operators chinois ne rassurent pas davantage : la Ville de Bruxelles fonce bille en tête sur la pente savonneuse d'un tourisme de masse et festif aux effets pervers nombreux et rapidement ingérables.

Ne pas dépasser !

Dans la lignée de ce benchmarking, à un jet de pierre du piétonnier, sur la place Sainte Catherine, on cause aussi « espace public » ! La Ville y a donné l'autorisation d'installer des terrasses de restaurants et fait supprimer les bancs publics : « *Des gens étaient là toute la journée à ne rien faire et à boire, il fallait que ça cesse.* » (Marion Lemesre).

L'échevine du Commerce renvoie ceux qui cherchent un terrain de jeu vers d'autres espaces tels le nouveau piétonnier. Jouer : ici. S'asseoir, là. Défense de ne pas consommer. Voilà donc le projet de société supposé « Changer la Ville » se muer en alibi parfait pour cloisonner ce que l'on peut (doit) faire, où, quand, comment.

Et demain ?

N'en doutons pas, le sujet est loin d'être clos et les positions, loin d'être figées. Chaque jour, des lignes bougent et le retour de vacances les feront bouger encore : on n'a même pas abordé ici la question de la mobilité, de la dégradation de l'offre des transports en commun, des parkings,...

Mais chaque jour se précise aussi ce qui est sans doute la source des fausses notes de ce projet : le manque de véritable concertation en amont de sa mise en place. Yvan Mayeur a beau marteler qu'il y a eu plus de 150 rencontres – si tant est qu'elles aient vraiment eut lieu – ce qu'il en décrivait récemment sur les ondes de la RTBF en dévoile, en réalité, toute la faiblesse : « *Nous avons rencontré des comités de quartier, par exemple, Saint-Jacques et Saint-Géry, leurs demandes sont totalement contradictoires.* »

Ce que le bourgmestre semble oublier, voire tout simplement ignorer, c'est que la concertation, ce n'est pas rencontrer des citoyens ou des associations une par une, satisfaisant les uns, parce qu'ils cadrent dans le projet fantasmé de la Ville, reconduisant poliment les autres, bredouilles, vers la sortie.

C'est, au contraire, tenter, par la discussion entre tous les acteurs concernés, dont les réalités sont différentes mais pas forcément inconciliables, de définir des enjeux communs afin qu'une idée couchée sur papier devienne un réel « projet de société » et pour que « Changer la Ville pour changer la vie » ne reste pas que le slogan d'une campagne publicitaire bien

orchestrée, fût-elle électorale...

Qui aura le courage de relever le gant avant qu'il ne soit trop tard pour répondre à cette question qui nous brûle les lèvres : Changer la ville, oui, mais pour qui ?

Bruxelles, le 7 août 2015

*Isabelle Marchal, habitante de la Place du Nouveau Marché aux Grains,
membre de la Platform Pentagone*